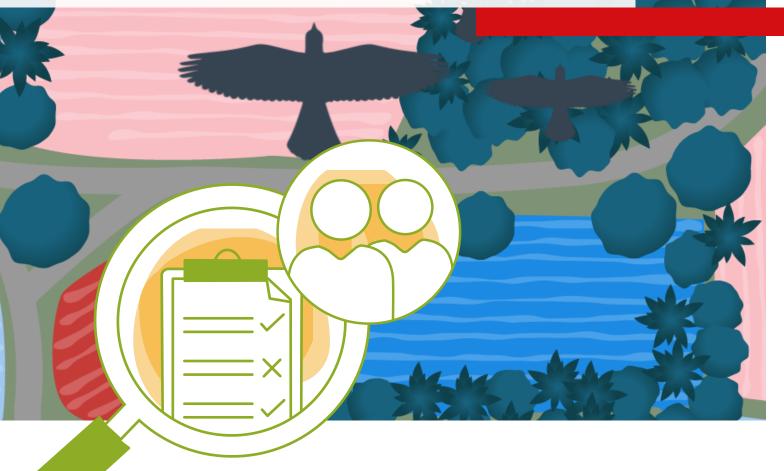
Vers des systèmes alimentaires durables — Introduction de l'approche transformative de l'agroécologie



Étude sur dossier – Un projet à Zamonia



# MENTIONS LÉGALES

# Publié par :

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

#### Sièges :

Bonn et Eschborn, Allemagne

Division Développement rural, économie agricole G500

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36 53113 Bonn, Allemagne T +49 (0) 228 44 60 - 0 F +49 (0) 228 44 60 - 17 66

E svle@giz.de I www.giz.de/en

# Auteurs :

Projet sectoriel « Développment rural » (SV LE): Dorothee Baum (GIZ), Elena Zoe Nicoletti (GIZ); Isabell Renner (external consultant), Birgit Kundermann (external consultant)

# Conception :

now [nau], conception communicative et visuelle, Frankfurt/Main >>

# Crédits photographiques :

Titre et verso, p.  $5: @ \ GIZ \ | \ edeos - digital \ education \ GmbH$ 

#### Liens et renvois :

La responsabilité du contenu des sites Web externes indiqués dans cette publication relève toujours de leurs éditeurs respectifs. La GIZ décline toute responsabilité pour ce contenu.

# Copyright:

© ( S) CC-BY-NC-SA

La GIZ est responsable du contenu de la présente publication.

Septembre de 2024

# CONTENU

1.	PRÉSENTATION DE LA FORMATION	4
	1.1 Objectifs	4
	1.2 Méthodologie	6
2.	INTRODUCTION À L'ÉTUDE DE CAS	7
	2.1 Contexte	7
	2.2 Étude sur dossier 1 : Apprendre à connaître Zamonia	12
	2.3 L'initiative « L'agroécologie avant tout »	14
	2.4 Étude sur dossier 2 : Utilisation de l'outil de critères agroécologiques (ACT) pour évaluer les projets pilotes	18
	2.5 Étude sur dossier 3 : Recommandations pour améliorer l'initiative « L'agroécologie avant tout »	19
	2.6 Pronositions de projets nour les études sur dossier 2 et 3	21

# PRÉSENTATION DE LA FORMATION

Les systèmes alimentaires et les systèmes de gestion durable des terres ont notamment pour but de garantir l'approvisionnement alimentaire d'une population mondiale en croissance permanente, de maintenir des écosystèmes sains et productifs, de limiter les risques climatiques et de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Au vu des enjeux sociaux, écologiques et économiques de plus en plus complexes auxquels la planète est confrontée, l'agroécologie (qui est à la fois une discipline scientifique, une pratique agricole et un mouvement sociopolitique) a évolué pour devenir une école de pensée qui joue un rôle important dans le débat scientifique et politique. Sans compter qu'il existe déjà de nombreuses solutions éprouvées et de multiples expériences dérivées de sa mise en œuvre pratique. C'est ainsi que l'agroécologie, si elle est appliquée correctement, pourrait favoriser la transformation socioécologique des systèmes alimentaires et des systèmes de gestion des terres.

Du point de vue des engagements internationaux, l'agroécologie contribue largement à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, de l'Accord de Paris, de l'Agenda post-2020 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) et de la Convention sur la lutte contre la désertification (CCD).

Mais, pour pouvoir exploiter pleinement ce potentiel, les acteurs chargés de la planification, de l'élaboration des politiques et de la mise en pratique ont besoin de comprendre parfaitement ce qu'est l'agroécologie et d'être aidés dans leur réflexion sur les options, les possibilités et les enjeux des futures possibilités de transformation agroécologique.

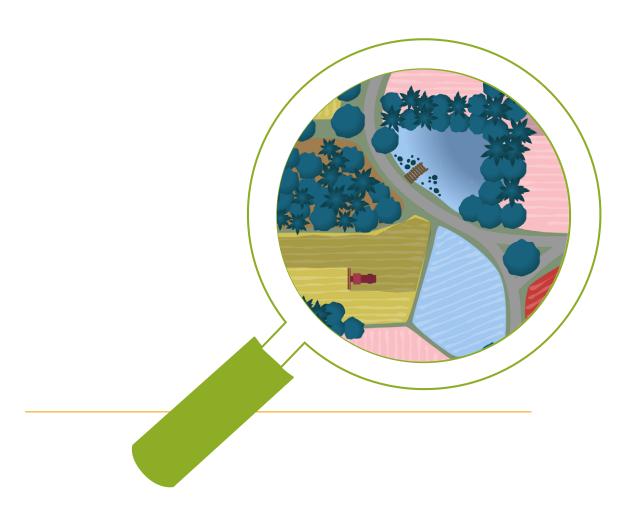
# 1.1 Objectifs

De manière générale, la formation a pour but de contribuer à :

- l'intégration du concept d'agroécologie dans les projets et programmes liés à l'agriculture, au développement rural et aux systèmes alimentaires ;
- la transformation agroécologique des systèmes alimentaires mondiaux.

Cette session est une introduction à l'agroécologie. Ses objectifs (d'apprentissage) sont les suivants :

- acquérir une connaissance de base des fondements théoriques de l'agroécologie (concepts et principes) ;
- découvrir les grandes lignes du débat actuel sur l'agroécologie et les systèmes alimentaires durables;
- se familiariser avec les méthodes et les outils permettant de réfléchir au caractère agroécologique d'un projet ou d'une politique ;
- identifier des points d'entrée potentiels pour l'intégration des approches agroécologiques dans son propre environnement professionnel ;
- se préparer à discuter des concepts de l'agroécologie avec des partenaires et autres parties prenantes;
- élargir son propre réseau de parties prenantes intéressées par l'agroécologie et se mettre en relation avec la communauté de la GIZ sur l'agroécologie.



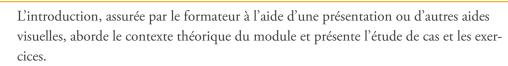
# 1.2 Méthodologie

L'étude sur dossier utilise un mélange de cours interactifs, de discussions ouvertes, de travail de groupe, d'études de cas et d'exemples du monde réel. Pendant les discussions de groupe, les participant·e·s peuvent échanger des connaissances et tirer des enseignements de leurs expériences mutuelles.

La formation est basée sur la méthodologie des cas (Harvard) qui délivre les enseignements en utilisant principalement des travaux pratiques interactifs. Les exercices de la formation sont basés sur un pays fictif baptisé Zamonia, dont la situation reflète étroitement des enjeux de développement réels. Cette formation s'intéresse plus particulièrement à une des provinces de Zamonia, Idalia, dont l'économie dépend principalement de l'agriculture (y compris de l'élevage), ainsi que de la pêche industrielle et artisanale.

Les modules suivent une séquence similaire qui est composée des éléments suivants :







Sur la base de l'étude de cas, des exercices permettent aux participant·e·s de travailler sur les différents aspects évoqués dans la partie théorique. Pendant la plupart des exercices, les participant·e·s travaillent en groupe et occupent la fonction d'« expert·e·s de l'étude de cas » ou de parties prenantes chargées d'une tâche précise.



Lors de la présentation des résultats, les groupes de travail décrivent leurs conclusions aux autres participant·e·s. Les présentations mettent en lumière les principales constatations et/ou questions soulevées par l'étude sur dossier. La réflexion conjointe qui suit permet de partager des expériences et d'apprendre des autres participant·e·s. Les participant·e·s reviennent à la position qu'ils occupent dans la vie réelle. Il·elle·s réfléchissent aux expériences qu'il·elle·s ont vécues pendant l'exercice et font le lien avec leur propre travail.

Récapitulatif des principaux messages des présentations précédentes et lien avec le module/la présentation suivant(e).

# 2. INTRODUCTION À L'ÉTUDE DE CAS

# 2.1 Contexte

Tirée de Zikipedia, l'encyclopédie gratuite

"ZAMONIA"		RÉPUBLIQUE DE ZAMONIA
	CAPITALE :	Goodtown (3 millions d'habitants)
	POPULATION :	42 millions d'habitants (2023)
	SUPERFICIE TOTALE :	250.000 km <sup>2</sup>
	LANGUE OFFICIELLE :	Zamonesi
	PARTIS POLITIQUES :	Parti des droits sociaux (PDS), plutôt conserva- teur, au pouvoir depuis les dernières élections
		Pouvoir au peuple (PAP), populaire dans les districts ruraux du Nord
	INDÉPENDANCE:	1964

ZAMONIA est un pays en développement d'une superficie de 250 000 km². Indépendant depuis 1964, il a pris la forme d'une république démocratique représentative.

# Données démographiques

Zamonia est un pays multi-ethnique qui résulte de la combinaison de différents groupes au fil des siècles.

- En 2023, la population était de 42 millions d'habitants, dont 55 % en zone urbaine et 45 % en zone rurale.
- 21% de la population de Zamonia vit en dessous du seuil de pauvreté national (2023).

# Économie

Zamonia est un pays en développement dont l'économie est orientée sur le marché. Fin 2023, le FMI estimait son PIB par habitant à 794 USD. Le pays a enregistré une croissance économique régulière. Ses performances économiques ont toujours été liées aux exportations. Même si ces dernières sont à l'origine de revenus substantiels, il s'est avéré impossible de mettre en place une croissance auto-entretenue et une répartition plus égalitaire des revenus.

Zamonia possède de nombreuses ressources naturelles, notamment des terres fertiles en grande quantité, des chutes de pluies régulières et des gisements de minerais. L'agriculture joue un rôle clé dans l'économie de Zamonia et sert de base de croissance à d'autres secteurs tels que la production manufacturière et les services. L'agriculture, l'élevage, la foresterie et la pêche représentent près de 30 % du PIB et environ 70 % des emplois. Près de 70 % de la population active féminine travaille dans l'agriculture contre 58 % pour la population active masculine. En 2019, les exportations agricoles représentaient 48,5 % du total des exportations. Actuellement, les principaux produits exportés sont le café, le thé, la canne à sucre, le poisson et, à un moindre degré, le bois, les légumes, les fruits, les fines herbes et les épices. La plupart d'entre eux sont produits par de grandes entreprises agroalimentaires qui, depuis quelques années, cherchent de plus en plus à élargir leur production à travers le pays. D'un autre côté, l'agriculture de subsistance, l'élevage et la pêche artisanale restent les piliers de l'économie, sachant que la moitié de la population vit dans des régions rurales/côtières.

L'industrie est largement axée sur le marché national. Seules quelques exportations atteignent d'autres pays de la région. Le gouvernement national prévoit d'accroître le budget afin de diversifier l'industrie et de générer de nouvelles sources de revenus.

Le tourisme se développe depuis une dizaine d'années. Les stations balnéaires sont nombreuses le long de la côte. L'écotourisme est également en plein développement, particulièrement dans les aires protégées et aux environs.

#### Climat

La grande variété des zones climatiques de Zamonia est liée à l'altitude. Le climat est agréablement doux toute l'année et la pluviométrie annuelle varie entre 900 et 1500 mm. Les variations de température sur l'année sont faibles. En général, les températures sont agréables, même s'il peut parfois faire chaud pendant la journée (surtout de décembre à avril), tandis que les nuits peuvent être fraîches, voire froides, selon l'altitude (un phénomène qui se produit tout au long de l'année, mais surtout de juin à août).

L'année peut être divisée en deux périodes distinctes. L'été chaud et sec s'étend de décembre à avril et l'hiver pluvieux de mai à novembre. Les précipitations se présentent sous la forme de pluies torrentielles ou d'orages l'après-midi ou le soir. La région la plus sèche est le sud-est : les précipitations peuvent y descendre en dessous de 900 mm par an. La région la plus humide est le nord où la pluviométrie atteint 1500 mm par an.

# **Environnement**

Zamonia est un des 17 pays mégadivers du monde (selon Conservation International). Le système actuel des aires protégées (14% de la superficie du pays) regroupe notamment 6 parcs nationaux, 4 réserves communales et 3 réserves écologiques. La déforestation et le surpâturage (sources de dégradation des sols) ainsi que la pollution de l'eau sont les principaux problèmes environnementaux auxquels le pays est confronté.

# Gouvernance et administration

Sur le plan administratif, Zamonia est divisée en trois provinces : Idalia, Exportul et Belandu. Ces trois provinces disposent d'une autonomie considérable, mais de compétences fiscales limitées. Même si chaque province gère ses propres recettes, la majeure partie de son budget de développement lui est versée par le gouvernement national. Les principaux ministères sont le ministère de la Planification, des Finances et de l'Économie, le ministère de l'Industrie et des Ressources en eau, ainsi que le ministère de l'Agriculture qui est également responsable de l'élevage, de la forêt et de la pêche.

# Province d'Idalia

La province d'Idalia est connue pour ses collines verdoyantes, ses superbes plages, l'eau transparente de la rivière Silencieuse, les zones humides de Victoria et la réserve de la Forêt du Nord. La capitale, Goodtown, est installée sur les rives de la rivière Puissante, au sud des zones humides de Victoria.

L'économie de la province est principalement basée sur l'agriculture et l'élevage, ainsi que sur la pêche industrielle et artisanale. Les exploitations agricoles sont encore majoritairement de petite taille, mais la tendance, depuis quelques années, est à une intensification régulière et à une orientation plus forte sur le marché. Les moyens de subsistance des agriculteur·rice·s associent des cultures alimentaires telles que les bananes plantains, le manioc, les patates douces, le millet, le sorgho, le maïs, les haricots et les arachides et des cultures commerciales telles que le café, le coton, le thé, le cacao et le tabac, auxquelles s'ajoutent les épices, les fines herbes et les ventes de bois. Le lait, le bœuf et le poulet sont des piliers des moyens de subsistance de la population. Depuis quelques années maintenant, des tentatives ont été faites, avec plus ou moins de succès, pour développer la culture de fruits et de légumes pour l'exportation.

Le secteur touristique enregistre, depuis quelques années, un développement rapide. Les plages magnifiques et les parcs nationaux de cette province attirent des visiteurs nationaux et internationaux.

# Province de Belandu

La province de Belandu est connue pour ses excellents produits laitiers. Elle se caractérise également par une agriculture de subsistance, pratiquée principalement par des groupes autochtones. Ces dernières années, l'industrie textile a pris de l'ampleur.

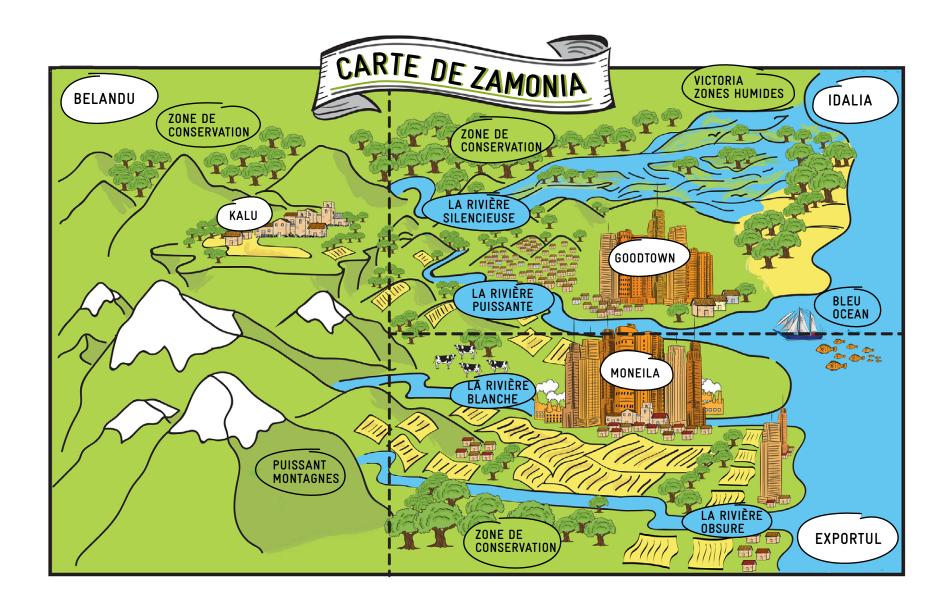
La capitale et ville principale de la province est Kalu. Au fil des années, les agriculteurrice·s ont migré vers les environs de la ville et ont déforesté la zone pour accroître les superficies de pâturage de leurs animaux. La province compte actuellement environ 300 propriétaires terriens qui détiennent chacun entre 10 et 50 hectares.

Belandu abrite les bassins versants de deux rivières importantes pour le pays : la rivière Puissante et la rivière Silencieuse. L'expansion incontrôlée de l'élevage bovin et de l'industrie textile a entraîné de graves problèmes d'érosion et de pollution des rivières, qui touchent surtout la rivière Puissante. La province de Belandu est encore largement recouverte de forêts. Toutefois, au vu des tendances ci-dessus, il est possible que celles-ci finissent par se limiter aux pentes abruptes et aux régions isolées.

# Province d'Exportul

La province d'Exportul est le poumon agroalimentaire du pays. Moneila, la capitale de la province et principale ville commerciale de la région, s'est rapidement développée pour devenir le cœur économique et financier du pays. Elle attire des capitaux financiers qui sont investis dans l'agroalimentaire, l'élevage, les usines de transformation et le tourisme côtier.

En deux siècles, la majorité de la couverture végétale d'origine a été remplacée par des plantations de canne à sucre et de pins. Ces cultures intensives sont situées sur la portion de terre qui sépare les rivières Blanche et Obsure, ce qui facilite l'accès à l'eau pour l'irrigation, et appartiennent en majorité à de grandes entreprises agroalimentaires. Ces entreprises profitent du cadre de la province favorable au changement d'utilisation des terres, ainsi que des subventions aux intrants (notamment pesticides et engrais) qui sont accordées aux cultures axées sur l'exportation. Cette année, elles bénéficieront des programmes de crédit proposés par le gouvernement provincial pour l'investissement dans des minoteries, des ports de collecte, des raffineries et des usines de transformation dans la banlieue de Moneila. Cela les aidera à consolider leur valeur (p. ex. sur les chaînes de production de la canne à sucre) en proposant du sucre transformé pour l'exportation.



# 2.2 Étude sur dossier 1 : Apprendre à connaître Zamonia



# **VOTRE TÂCHE:**

Lisez l'article de Zikipédia sur Zamonia, puis nous discuterons des questions suivantes en plénière :

- 1. Quelles sont les principales tendances de développement et quels sont les principaux obstacles au développement en Zamonia ?
- 2. Qui sont les gagnants et qui sont les perdants des schémas de développement actuels ?
- 3. Comment décririez-vous la situation actuelle des zones rurales, et plus particulière ment du secteur agricole, sur le plan social et environnemental ?
- 4. Selon vous, à quel niveau serait-il possible d'intégrer des approches agroécologiques ?



# DURÉE :

environ 30 minutes

[Emplacement pour des notes personnelles]

# 2.3 L'initiative « L'agroécologie avant tout »

Les derniers mois ont été difficiles pour le pays, particulièrement pour la province d'Idalia. La saison sèche a été plus longue que d'habitude et une des deux principales rivières de la province, la rivière Silencieuse, s'est presque asséchée. Maintenant, la saison des pluies est particulièrement forte. Il y a quelques semaines, une grande partie du bassin versant de la rivière Puissante ainsi que la capitale ont subi les pires inondations de leur histoire, avec des impacts majeurs sur les infrastructures, le tourisme côtier et les habitant-e-s de la province.

L'agriculture, notamment les petites exploitations agricoles familiales, est durement touchée. Sachant que l'agriculture forme l'épine dorsale de l'économie de la province et emploie près des deux tiers de la population, il est indispensable de garantir et d'améliorer les revenus de l'agriculture si l'on veut réussir à réduire la pauvreté, stimuler la prospérité et créer des emplois, particulièrement pour les femmes et les jeunes.

Ces événements ont donné raison à différents mouvements de la société civile qui réclament depuis longtemps une approche holistique de l'agriculture, basée sur des principes d'écologie mais aussi de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de souveraineté alimentaire et de justice alimentaire. Certains d'entre eux sont soutenus par des agences de développement internationales. Dans le même temps, certains programmes nationaux de politique et de recherche ont également défini de nouvelles lignes de travail sur l'agroécologie, qu'ils considèrent comme une étape prometteuse vers la transformation des systèmes agroalimentaires, non seulement dans la province d'Idalia ou en Zamonia, mais aussi au niveau mondial.

Au vu de ces développements et après de nombreuses réunions avec des représentants du ministère national de l'Agriculture et des discussions intenses au sein du comité de développement de la province d'Idalia, le gouverneur de la province a décidé de lancer l'initiative « L'agroécologie avant tout ». Le concept d'agroécologie a fini par être accepté malgré de fortes résistances, particulièrement au sein de certaines divisions du département de l'Agriculture de la province.

Les résultats et les enseignements tirés de cette initiative doivent également alimenter la révision continue de la politique nationale d'agriculture et de développement rural de Zamonia (baptisée « Un meilleur pacte vert pour Zamonia »). Le gouverneur espère ainsi améliorer sa réputation et gagner en influence lors de l'élaboration des politiques et de la planification budgétaire au niveau national.

Selon lui, l'initiative « L'Agroécologie avant tout » est une étape importante pour faire du système agricole et alimentaire de la province un système durable, pour transformer les défis climatiques et environnementaux en opportunités et pour faire en sorte que la transition soit juste et inclusive pour tous ».

Une note conceptuelle publiée par le bureau du gouverneur résume l'initiative ainsi :

#### BUREAU DU GOUVERNEUR D'IDALIA

20 septembre 2023 | Goodtown, Idalia | Communiqué de presse

# Initiative « L'agroécologie avant tout » de la province : vers une agriculture et un système alimentaire justes, sains et respectueux de l'environnement

Nécessité d'agir :

Zamonia continue à progresser dans la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable. La pandémie de COVID-19 a toutefois montré combien il est important de disposer d'un système alimentaire résilient capable de fonctionner en toutes circonstances et de garantir un approvisionnement suffisant en aliments abordables pour tous nos citoyens. Elle nous a également permis de prendre conscience des relations d'interdépendance qui existent entre la santé, les écosystèmes, les chaînes d'approvisionnement, les habitudes de consommation et les frontières planétaires. Il est clairement temps de passer à l'action si nous voulons veiller à notre santé et à celle de la planète. En outre, la recrudescence des sécheresses, des inondations, des incendies de forêt et des infestations de nuisibles nous rappelle que notre système alimentaire doit devenir plus durable et plus résilient. C'est pourquoi il est de notre devoir d'améliorer la résilience des agroécosystèmes et des moyens de subsistance ruraux. La plupart des foyers ruraux ont très peu d'alternatives en matière de revenus en dehors de l'agriculture, ce qui les rend encore plus vulnérables aux risques climatiques. Pourtant, comme d'autres parties du monde, Zamonia est confrontée à des tendances météorologiques moins prévisibles, à des températures plus élevées et à une recrudescence des nuisibles et des maladies sur les cultures et les animaux.

# Objectifs:

Dans notre province, l'agriculture est confrontée à plusieurs problèmes : baisse de la production et de la productivité, faible valeur ajoutée des produits agricoles, accès limité aux marchés et, malgré tous les efforts entrepris, difficultés à garantir le bon fonctionnement des institutions et des services pour satisfaire les client-e-s. Il est temps de résoudre ces problèmes et de saisir les opportunités associées au vaste potentiel d'accélération de la croissance et de la prospérité. C'est là que l'initiative « L'agroécologie avant tout » entre en jeu. Ses principaux objectifs sont les suivants :

- 1. La province d'Idalia va devenir pionnière dans le pays en mettant en place une agriculture et une production alimentaire durables et résilientes au climat.
- 2. La province d'Idalia sera nationalement reconnue pour son approvisionnement suffisant, varié et régulier en aliments sûrs, nutritifs, abordables et durables.

- 3. La province d'Idalia garantira le caractère abordable des aliments tout en générant des retours économiques plus équitables au sein de la chaîne d'approvisionnement afin que les aliments les plus durables finissent aussi par devenir les plus abordables et les plus rentables.
- 4. La province d'Idalia fera en sorte que la chaîne alimentaire, qui englobe la production, le transport, la distribution, la commercialisation et la consommation d'aliments, ait un impact neutre ou positif sur l'environnement.
- 5. La province d'Idalia préservera ses écosystèmes uniques et son patrimoine naturel et tous ses habitants vivront en harmonie avec la nature.

# Les piliers stratégiques prévus sont les suivants :

- Garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous, au niveau des foyers et du pays. Les activités associées comprennent :
  - Promouvoir les projets liés à la sécurité alimentaire et la consommation de produits hautement nutritifs.
  - Promouvoir et faciliter la construction d'infrastructures de transformation agroalimentaire et de stockage appropriées.
  - Appuyer la mise en place d'un système de réserve alimentaire stratégique.
- 2. Rendre l'agriculture plus **productive et rentable** pour les agriculteur·rice·s. Les activités associées comprennent :
  - Générer des technologies et des innovations agricoles appropriées, sûres et rentables grâce à des services de recherche axés sur les agriculteur·rice·s.
  - Promouvoir la croissance d'un système dynamique d'achat d'intrants agricoles dans tout le pays, sous l'impulsion du secteur privé.
  - Promouvoir le transfert et l'échange de connaissances sur l'ensemble des chaînes de valeur agricoles.
  - Élaborer et mettre en œuvre un cadre politique et réglementaire favorable aux applications de biotechnologie dans l'agriculture.
- **3.** Favoriser une **production alimentaire durable**. Les activités associées comprennent :
  - Identifier et tester des méthodes de production pour les agriculteur-rice-s, les pêcheur-se-s et les aquaculteur-rice-s afin d'obtenir de meilleurs résultats en matière d'environnement et d'atténuation du changement climatique, d'améliorer la résilience climatique et de réduire/optimiser l'utilisation des intrants (additifs alimentaires, pesticides, engrais, etc.).
  - Garantir la diffusion d'informations sur les bonnes pratiques agricoles auprès des foyers et des communautés.

Pour atteindre ces objectifs et les cibles associées, il est essentiel que l'ensemble des parties prenantes du secteur agricole et au-delà se mettent au travail. Même si l'agriculture biologique n'est pas la solution à long terme dont Idalia a besoin en termes de production alimentaire en raison de la démographie et de la hausse de la demande régionale, elle constitue néanmoins une opportunité économiquement attractive permettant aux agriculteur·rice·s de la province d'accéder à des marchés de niche. La valeur ajoutée du secteur privé favorise l'introduction de modèles d'affaires inclusifs pour améliorer les liens entre les petit·e·s exploitant·e·s et les entreprises de toutes tailles. Pour limiter le risque associé à l'investissement privé, les ressources publiques doivent se concentrer sur les biens et services publics complémentaires tels que la recherche agronomique et les infrastructures rurales (routes, approvisionnement en énergie, etc.). Quant aux agences publiques, elles doivent mieux coordonner leurs actions afin de produire des données de meilleure qualité et en quantité plus importante.

Merci de nous envoyer vos idées et suggestions.

Contact: sustainableagriculture@Idalia.gov

# 2.4 Étude sur dossier 2 : Utilisation de l'outil de critères agroécologiques (ACT) pour évaluer les projets pilotes

L'initiative « L'agroécologie avant tout » de la province d'Idalia a identifié plusieurs projets pilotes possibles. Ceux-ci sont encore en phase de proposition et devraient contribuer à la réussite de l'initiative et générer des résultats et des impacts visibles.

Vous faites partie d'une équipe d'expert-e-s chargée d'évaluer les propositions de projet. Le gouvernement veut savoir quels sont les projets les mieux à même de favoriser l'intégration d'approches agroécologiques afin de leur accorder une subvention importante.



# **VOTRE TÂCHE:**

Utiliser l'outil de critères agroécologiques (ACT) pour évaluer dans quelle mesure le projet s'intéresse aux niveaux et aux éléments agroécologiques.

Présentez les résultats de votre évaluation sous forme de graphique en étoile en vue de la présentation au comité chargé des décisions de financement.

Ajoutez quelques observations et recommandations personnelles concernant l'éligibilité au financement du projet proposé :

- Rejet
- Éligible si amélioré
- Éligible sans ajustement

Préparez vos principaux messages et présentez vos recommandations.



# DURÉE :

environ 45 minutes



# → L'outil « critères d'évaluation agroécologique » (ACT).

L'outil « critères d'évaluation agroécologique » (ACT) s'appuie sur le cadre analytique de Gliessman sur les 5 niveaux de changement du système alimentaire et s'inscrit dans les 10 éléments de l'agroécologie de la FAO. Elle offre une méthode structurée et graphiquement intuitive pour identifier l'orientation et le caractère agroécologique d'une initiative ou d'un projet.

# 2.5 Étude sur dossier 3 : Recommandations pour améliorer l'initiative « L'agroécologie avant tout »

Votre équipe doit maintenant élaborer une proposition d'amélioration du projet pilote pour consolider les approches agroécologiques.



# **VOTRE TÂCHE:**

Utiliser les conclusions des exercices précédents pour améliorer le projet pilote : sélectionnez les options et les actions les plus efficaces qui permettront d'initier la transformation agroécologique de la province d'Idalia.

Étape 1 : que faut-il modifier ? Pourquoi ?

Gardez à l'esprit les éléments suivants : aspects liés au genre, adaptation au changement climatique et stratégies permettant de garantir des moyens de subsistance durables.

**Étape 2 :** décrivez différentes options et actions possibles et indiquez dans quelle mesure il sera facile ou difficile de les mettre en œuvre.

Vous pouvez évoquer des moyens de les appliquer en parlant de facteurs tels que la relative facilité de mise en œuvre, le degré d'urgence, le risque de passer à côté d'une possibilité d'initier le changement, les ressources disponibles ou d'autres critères intéressants. N'oubliez pas qu'il faudra peut-être faire appel à une série de mesures complémentaires, particulièrement en ce qui concerne les aspects liés au genre, l'adaptation au changement climatique et les stratégies visant à garantir des moyens de subsistance durables.

- **Étape 3 :** identifiez les principales parties prenantes à impliquer dans les activités et celles avec lesquelles vous devez communiquer pour initier le changement.
- **Étape 4 :** avez-vous d'autres suggestions et recommandations pour l'initiative « L'agro-écologie avant tout » ? Par exemple, quelles sont les conditions-cadres nécessaires pour garantir la réussite de la mise en œuvre du projet pilote ?

Préparez vos principaux messages et présentez vos recommandations.



# DURÉE :

environ 60 minutes de travail de groupe environ 30 minutes de présentation et de discussion

QUE VOULONS-NOUS MODIFIER ? POURQUOI ?	OPTION(S) ET ACTIONS NOUVELLES/ DIFFÉRENTES	PARTIES PRENANTES ET GROUPES DE PARTIES PRENANTES	FACTEURS DE RÉUSSITE ET CONDITIONS-CADRES IMPORTANTES

	[Emplacement pour des notes personnelles]
_	
_	
_	
_	
_	
_	
_	
_	
_	
_	

# 2.6 Propositions de projets pour les études sur dossier 2 et 3

# PROJET Nº 1:

« PROMOTION D'UNE AGRICULTURE DURABLE ORIENTÉE SUR LE MARCHÉ EN IDALIA »

# Objectif du projet :

amélioration de la qualité de la production dans le secteur agricole.

# Indicateurs:

- 1. La province d'Idalia s'est dotée d'une stratégie-cadre provinciale pour la production durable de produits agricoles destinés à l'exportation.
- 2. Les revenus de 85 % des 6000 petit·e·s exploitant·e·s des chaînes de valeur aidées se situent au-dessus du seuil de pauvreté qui est de 1,9 USD/jour/personne.
- Les 10 plus grands producteur-rice-s et transformateur-rice-s des chaînes de valeur aidées créent un total de 1 000 nouveaux emplois pour les femmes et les jeunes de moins de 35 ans.
- 4. Le chiffre d'affaires des trois plus grandes entreprises acheteuses (des produits des chaînes de valeur) installées en Idalia et possédant un label de durabilité (label vert, etc.) est en hausse et atteint 500 000 EUR/an/entreprise.
- 5. Le nombre de produits frais importés dans l'UE depuis Idalia et qui sont rejetés a chuté de 80 %.

Le projet contribue au développement de la région grâce à des produits de qualité, à une hausse des rendements et à des créations d'emplois. Il améliore les revenus et la sécurité alimentaire et limite les effets négatifs du changement climatique, de l'érosion et de l'utilisation de pesticides. Le projet vise à développer un modèle pour la culture de fruits et de légumes (mangues, agrumes, ananas, piment) et à promouvoir les chaînes de valeur concernées qui jouent un rôle majeur (modèle) dans la commercialisation et l'orientation à l'exportation du secteur agricole. Les mesures du projet encouragent les méthodes de production agricole favorables à l'adaptation au changement climatique et à la production d'aliments sains et non contaminés. Les méthodes de production agroécologiques ont également des effets positifs sur les possibilités d'exportation de légumes, qui sont actuellement limitées car soumises à des interdictions d'importation dans l'UE en raison de leur teneur en résidus de pesticide.

L'extrant A vise à améliorer le cadre politique et juridique propice au développement d'une production agricole durable et axée sur la qualité. Le projet élabore des recommandations politiques destinées à favoriser les systèmes de production durables et de qualité pour les chaînes de valeur concernées. Il va, pour cela, émettre des recommandations en vue de la création d'un cadre juridique garantissant la sécurité alimentaire et de critères de qualité minimum pour les produits agricoles.

L'extrant B vise à renforcer les structures décentralisées pour la promotion du développement agricole. Le projet forme les vulgarisateur·rice·s agricoles (du ministère de l'Agriculture) afin qu'il·elle·s assurent des services de vulgarisation agricole axés sur la demande. Des mesures de formation continue permettent d'appliquer et de superviser les directives gouvernementales axées sur une production de qualité.

L'extrant C encourage la production améliorée et sensible au climat de produits horticoles de qualité. Le projet organise des formations sur les pratiques de production et de transformation agricoles écologiques et sur le développement de systèmes internes de contrôle de la qualité dans le secteur de la production et de la transformation. Les mesures de formation continue portent sur l'adoption et la diffusion de normes de développement durable. Ces dernières comprennent notamment le label vert pour le marché national, et GlobalGAP, ainsi que l'agriculture biologique certifiée pour la production destinée à l'exportation.

L'extrant **D** vise à améliorer la capacité des acteurs des chaînes de valeur à élaborer des modèles d'affaires inclusifs pour faciliter les relations commerciales entre les négociants et/ou les usines de transformation et les groupes cibles économiquement désavantagés (p. ex. production agricole sous contrat avec des petit-e-s exploitant-e-s, des femmes ou des jeunes). Dans ce contexte, les fournisseurs locaux de produits phytosanitaires sont également impliqués dans les essais et l'enregistrement de produits phytopharmaceutiques biologiques innovants et durables.

L'extrant E vise à améliorer les performances des acteurs des chaînes de valeur. Le projet promeut la coopération dans et entre les différentes étapes des chaînes de valeur (mise à disposition de ressources, production, commerce, transformation, etc.) et appuie la création de groupes d'intérêts (comités de chaîne de valeur, organisations d'agriculteur-rice-s, associations d'exportateurs, etc.). En outre, certaines collectivités locales et différents groupes d'auto-assistance pour la protection et l'entretien des ressources naturelles et pour la définition et l'application consensuelles des règles d'utilisation bénéficient de formations sur les thèmes associés (lutte contre l'érosion, eau et irrigation, règles de pâturage, protection de la forêt, etc.).

Les mesures à mettre en œuvre comprennent : aider les transformateur·rice·s d'aliments à élaborer des pratiques de production hygiéniques et efficaces et à se mettre en lien avec des fournisseurs et des acheteurs ; conclure des contrats de production agricole pour améliorer la sécurité et réduire les coûts des intrants pour les agriculteur·rice·s et mettre à la disposition des acheteurs des matières premières satisfaisant aux critères de qualité et de quantité requis ; mettre en place un système d'inspection aux principaux points d'exportation (aéroport et port) ; organiser des événements pour promouvoir les contacts commerciaux personnalisés ; appuyer les essais et les démonstrations, la formation des agriculteur·rice·s, les visites d'échange pour les agriculteur·rice·s et les transformateur·rice·s, apporter des conseils sur l'efficacité de la transformation, élaborer des modèles d'affaires et de service, faciliter le réseautage via la participation à des salons professionnels et promouvoir les événements multipartites (Semaine de la Mangue, Table ronde sur la Mangue).

# PROJET Nº 2:

PROMOUVOIR LES MARCHÉS VERTS ET LA CONSOMMATION D'ALIMENTS DURABLES EN IDALIA

# Objectif du projet :

élargissement de l'accès au marché pour les produits de la biodiversité et de l'agriculture biologique gérés par des coopératives et des associations de petit·e·s exploitant·e·s en Idalia.

# Indicateurs:

- 1 Doublement de la valeur des produits de la sociobiodiversité<sup>1</sup> et de l'agriculture biologique provenant d'Idalia dans le programme national d'alimentation scolaire et dans le programme national d'achat de réserves alimentaires.
- 2. Augmentation de 50 % du nombre de moyennes et grandes entreprises qui communiquent sur la valeur ajoutée environnementale et sociale de leurs produits (fabriqués avec des ingrédients provenant de la sociodiversité et de l'agriculture biologique) originaires d'Idalia auprès du consommateur final.
- 3. Utilisation, par 2 groupes de parties prenantes, d'outils liés au genre lors de la planification des mesures et des programmes utilisés pour calculer les revenus et évaluer les conditions de travail des femmes dans le contexte de l'accès élargi au marché pour deux chaînes de valeur de produits issus de la sociobiodiversité ou de l'agriculture biologique.
- 4. Augmentation de 20 % de la valeur des ventes de produits issus de la sociobiodiver sité et de l'agriculture biologique pour 5 coopératives et associations de petit-e-s exploitant-e-s en Idalia.

Les systèmes de production qui adhèrent aux principes de la sociobiodiversité et de l'agroécologie peuvent largement contribuer à la réduction de la dynamique de déforestation en offrant aux petit-e-s exploitant-e-s et aux groupes de populations traditionnels une alternative économiquement viable si leurs produits sont commercialisés avec succès.

Le projet contribue au développement économique durable d'Idalia en permettant à certains groupes de population rurale d'accroître la valeur ajoutée et les revenus tirés de la commercialisation de leurs marchandises produites de manière durable. En renforçant la présence des femmes à des postes de management et de prise de décision dans les coopératives et les associations de petit-e-s exploitant-e-s et en intégrant des critères de genre aux services de vulgarisation ruraux, il sera possible d'améliorer la participation économique et sociale des femmes. Le projet contribue au développement participatif et à la bonne gouvernance en améliorant la coordination des politiques entre différents départements et niveaux de gouvernance. Il aide le gouvernement à mieux adapter les programmes de promotion publics aux besoins spécifiques de la population de la province d'Idalia. Le projet contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, sachant que les systèmes de

<sup>1</sup> Le concept de sociobiodiversité décrit l'utilisation durable de ressources naturelles par les groupes de populations traditionnels, qui contribue à la fois à la conservation de la biodiversité et à la protection des communautés concernées.

production et de commercialisation durables encouragés participent à la conservation des forêts et réduisent donc les émissions de CO<sub>2</sub> associées aux changements d'affectation des terres. En améliorant la situation des revenus et en renforçant les coopératives et les groupes de producteur·rice·s, le projet contribue au développement rural et à la sécurité alimentaire.

Extrant A : ce domaine d'action couvre le niveau national et vise à améliorer la mise en œuvre des politiques et des programmes nationaux afin de promouvoir les opportunités de marché pour les coopératives et les associations de petit·e·s exploitant·e·s. Le projet aide les organes du gouvernement national à formuler des politiques en mettant l'accent sur la commercialisation des produits alimentaires issus de la sociobiodiversité et de l'agriculture biologique.

Extrant B: ce domaine d'action vise à aider les autorités et les services de vulgarisation ruraux à élargir l'accès au marché pour les produits issus de la sociobiodiversité. Il accompagne les domaines d'action A et C en s'assurant que le personnel chargé de la vulgarisation dispose des informations et des connaissances nécessaires pour mettre en œuvre les politiques et les mesures avec efficacité. Un système de gestion des connaissances est en cours d'élaboration pour la commercialisation des produits d'Idalia issus de l'agriculture durable. Le projet apporte des conseils en vue de l'élaboration d'une stratégie de vulgarisation associée et de la mise en œuvre du système de gestion des connaissances. Les expériences réussies et prometteuses de commercialisation des produits durables d'Idalia seront analysées, systématisées et mises à la disposition des acteurs concernés sous une forme adéquate, par exemple, sous la forme de documents didactiques pour les services de vulgarisation ruraux.

Extrant C : ce domaine d'action vise à améliorer l'accès aux marchés. Le projet fait la promotion de circuits de commercialisation à destination d'autres entreprises et des consommateur·rice·s finaux·ales pour les produits transformés par les coopératives et associations de petit·e·s exploitant·e·s. Les chaînes de valeur concernées appartiennent au secteur de l'alimentation.

Les mesures à mettre en œuvre comprennent : données de référence sur l'offre et la demande de produits durables ; création de chambres de commerce ; rédaction d'un livre de recettes basées sur les ingrédients régionaux produits de manière durable pour les repas scolaires ; formations pour améliorer la gestion des coopératives ; formations sur une utilisation accrue des produits durables issus des coopératives locales de petit-e-s exploitant-e-s par les fonctionnaires chargés d'acheter des aliments ; élaboration de bonnes pratiques.

# PROJET N° 3:

AGRICULTURE DURABLE POUR LA PROVINCE D'IDALIA (SAPI)

# Objectif du projet :

amélioration durable de la gestion des sols et des eaux de pluie au niveau de la production agricole des petit-e-s exploitant-e-s de la province d'Idalia.

#### Indicateurs:

- 1. 10 communautés utilisent des procédures de priorisation standardisées pour la gestion des bassins versants dans les plans de développement communaux/municipaux.
- 2. Le nombre d'agriculteur·rice·s et d'éleveur·se·s utilisant des mesures de conservation des sols et de l'eau conformes aux critères standardisés est passé de 800 à 10 000.
- 3. Le nombre de femmes ayant accès aux infrastructures d'irrigation (petits barrages, etc.) dans les 10 communautés d'intervention est passé de 150 à 500.

Le renforcement des capacités permet aux acteurs concernés (organisations partenaires publiques, administrations municipales, secteur privé, société civile, producteur-rice-s locaux-ales) de planifier et de mettre en œuvre des mesures de gestion adéquates des sols et des eaux de pluie pour aboutir à une gestion durable des bassins versants. Ces mesures sont mises en œuvre au niveau local et à celui des districts et sont complétées par des activités au niveau provincial. Le rôle de différents organismes et acteurs est renforcé pour leur permettre d'assumer leurs responsabilités d'adaptation de l'agriculture au changement climatique. Le projet se concentrera sur 10 municipalités. Ces communautés disposeront de moyens pour planifier plus efficacement la collecte et l'utilisation des eaux de pluie ainsi que la gestion des sols.

Extrant A: les municipalités utilisent des procédures standardisées pour identifier et prioriser les mesures de gestion des sols et des eaux de pluie afin d'améliorer la gestion des bassins versants. Les gouvernements locaux reçoivent de l'aide pour améliorer leurs capacités de planification dans le domaine de l'adaptation de l'agriculture au changement climatique grâce à une gestion plus durable des ressources naturelles basée sur l'utilisation de procédures standardisées. Certains bassins versants sont identifiés et décrits en termes socio-économiques/écologiques. Cette analyse permettra ensuite de définir des mesures et de les classer par ordre de priorité en fonction de leur impact sur les problèmes de genre. Les municipalités reçoivent de l'aide pour planifier des mesures, notamment pour définir les responsabilités des acteurs impliqués dans la gestion des bassins versants et dans la mobilisation de fonds. Les différentes étapes de planification sont ensuite intégrées aux plans de développement municipaux et sont ainsi ancrées dans les institutions sur le long terme.

**Extrant B :** les investissements dans les infrastructures d'irrigation et dans la gestion durable des eaux et des sols au niveau des bassins versants sont mieux adaptés aux effets

du changement climatique. Pour cela, une aide est apportée aux administrations municipales et aux partenaires de développement actifs dans la région afin qu'ils préparent des plans détaillés de gestion des sols et des eaux de pluie. Les conseils reçus portent sur la préparation et la mise en œuvre d'appels d'offres, avec une meilleure prise en compte des critères de durabilité, des droits fonciers des éleveur-se-s transhumant-e-s, de l'implication du secteur privé et de l'intégration d'aspects liés au genre. Le projet s'assure notamment de la participation de différents acteurs (utilisateur-rice-s, administration, prestataires de services) qui doivent assumer leurs responsabilités.

Extrant C: les autorités locales reçoivent de l'aide pour accompagner la mise en œuvre technique des mesures de gestion des sols et des eaux de pluie dans les zones d'intervention. Une formation est offerte aux utilisateur·rice·s des infrastructures et autres acteurs concernés afin qu'ils encouragent l'utilisation et l'entretien à long terme des structures. Les expériences alimentent la rédaction de documents stratégiques et de textes juridiques portant sur la gestion des zones sensibles. Au niveau national, une aide est également apportée aux partenaires en vue de l'introduction d'instruments pour améliorer la cohérence des politiques.

Les mesures à mettre en œuvre comprennent : aider les transformateur·rice·s d'aliments à élaborer des pratiques de production hygiéniques et efficaces et à se mettre en lien avec des fournisseurs et des acheteurs ; conclure des contrats de production agricole pour améliorer la sécurité et réduire les coûts des intrants pour les agriculteur·rice·s et mettre à la disposition des acheteurs des matières premières satisfaisant aux critères requis de qualité et de quantité ; mettre en place un système d'inspection aux principaux points d'exportation (aéroport et port) ; organiser des événements pour promouvoir les contacts commerciaux personnalisés ; appuyer les essais et les démonstrations, la formation desagriculteur·rice·s, les visites d'échange pour les agriculteur·rice·s et les transformateur·rice·s, apporter des conseils sur l'efficacité de la transformation, élaborer des modèles d'affaires et de service, faciliter le réseautage via la participation à des salons professionnels et promouvoir les événements multipartites (Semaine de la Mangue, Table ronde sur la Mangue).

# PROJET N° 4:

EAU ET ÉNERGIE POUR L'ALIMENTATION

# Objectif du projet :

renforcer la diffusion d'innovations économes en eau et en énergie et respectueuses du climat destinées à une production alimentaire plus productive et écologiquement durable dans la province d'Idalia.

# Indicateurs:

- 1. 3 innovateurs commercialisent avec succès leurs innovations économes en eau et en énergie et respectueuses du climat avec une hausse moyenne des ventes de 20 %.
- 2. 50 000 petites exploitations (dont 30 % dirigées par des femmes) ont installé certaines des innovations économes en eau et en énergie et respectueuses du climat promues par les innovateurs.
- 3. 20 entreprises de transformation ont adopté des innovations économes en eau et en énergie et respectueuses du climat
- 4. Le projet promeut la stratégie, la directive ou le projet élaboré par une organisation internationale, régionale ou locale visant à assurer la diffusion d'innovations économes en eau et en énergie et respectueuses du climat.

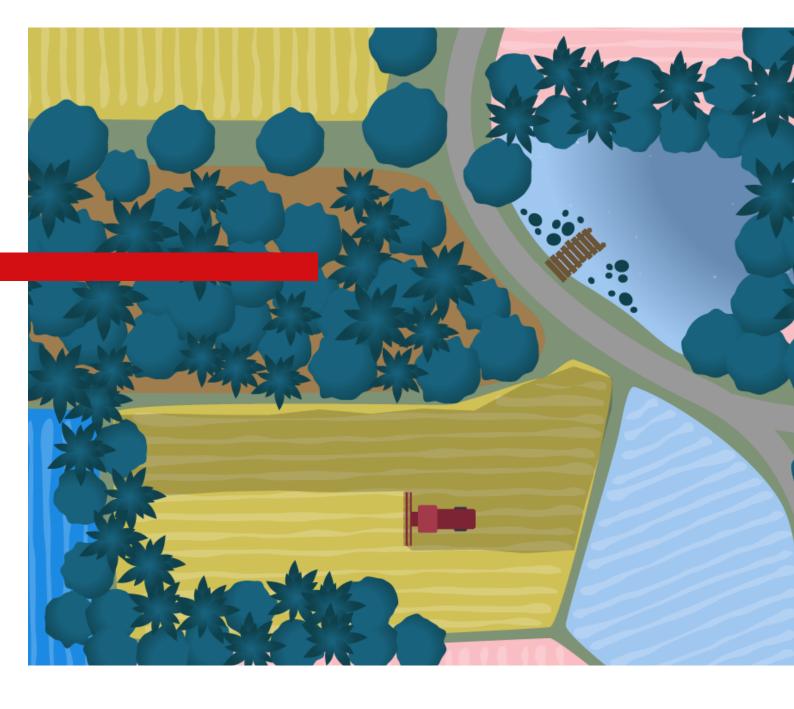
Le groupe ciblé par le projet comprend les petit-e-s exploitant-e-s et leurs associations (coopératives, etc.) ainsi que les transformateur-rice-s des secteurs agricole et alimentaire. Les impacts climatiques et environnementaux positifs des énergies renouvelables et de l'utilisation efficace de l'eau et de l'énergie bénéficient à tous les habitants d'Idalia. Les groupes cibles de niveau intermédiaire sont les innovateurs, qui sont principalement des entreprises, mais aussi des instituts de recherche et des organisations de la société civile impliqués dans des innovations technologiques ou organisationnelles et dans leur diffusion. Les intermédiaires sont également des expert-e-s et des directeur-rice-s d'institutions publiques et privées telles que les ministères de l'Agriculture, de l'Énergie et de l'Eau et leurs institutions en aval, des organisations sectorielles et des associations professionnelles des chaînes de valeur, des instituts de technologie et des organisations non gouvernementales (ONG), à condition qu'ils soient actifs en tant que multiplicateurs d'innovations ou promoteurs de conditions-cadres favorables.

L'extrant A vise à renforcer les compétences techniques et entrepreneuriales des innovateurs. Ceux-ci peuvent être des entreprises, des établissements d'enseignement et des instituts technologiques ayant des débouchés commerciaux. La sélection des innovateurs et des innovations se fait par le biais de concours. L'accent est mis sur la promotion d'innovations déjà développées qui peuvent nécessiter des adaptations. La priorité est donnée aux innovations développées par des autochtones, surtout si elles ont un impact positif sur les femmes et les jeunes des zones rurales. La production locale durable basée sur des matériaux locaux fait partie des principaux critères de sélection pour obtenir un financement.

L'extrant B vise à renforcer les capacités des utilisateur-rice-s finaux-ales et des multiplicateurs d'innovations en vue de l'évaluation du potentiel technique et économique et des paramètres d'application des innovations. La faisabilité technique et économique des innovations présentées est documentée et communiquée au moyen de supports adéquats (fiches d'information, solutions numériques, etc.). Les résultats seront intégrés à différents produits de renforcement des capacités (supports de formation, entre autres) à destination des multiplicateurs.

L'extrant C vise à améliorer l'accès à des financements appropriés pour les innovations respectueuses du climat et économes en eau et en énergie. Un programme de formation familiarise les employés des banques, des institutions de microfinance et d'autres acteurs du secteur financier aux innovations et à leur potentiel ainsi qu'aux instruments de financement adaptés. Les principales étapes sont les suivantes : mise à disposition de concepts de mécanismes de financement innovants, lancement de services de conseil destinés aux innovateurs et démarrage du programme de formation pour les responsables des prêts au sein des institutions financières.

	[Emplacement pour des notes personnelles]
_	
-	
_	
-	
-	
-	
-	
-	
-	
-	
-	
-	
-	
-	
-	
-	
-	
-	
-	



Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 32 + 36 53113 Bonn, Allemagne T +49 228 44 60-0 F +49 228 44 60-17 66

E info@giz.de I www.giz.de Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5, 65760 Eschborn, Allemagne T +49 61 96 79-0 F +49 61 96 79-11 15